

PREFECTURE DE LA SOMME
Monsieur le Préfet
Service Installations Classées
51, Boulevard de la République
80 020 AMIENS Cedex 9

Objet : Dépôt de dossier suite évolution ICPE

Faverolles, le 28/12/17.

Monsieur le Préfet,

Par ce courrier, je souhaite vous transmettre le porté à connaissance des points suivants, présentés lors de notre rendez-vous à la Préfecture le 20/12/17 dernier, accompagné de M. Salim (Directeur Général), J. Chevalier (Directeur usine), D. Bauchart (Responsable HSEE).

Sur le site de Faverolles, de nouvelles installations ont été mises en place cette année et la gestion des flux a été revue :

- Mise en place d'une 2^{ème} centrale froid NH3 et suppression de 2 anciens surpresseurs (compresseurs à pistons)
- Mise en place d'un nouveau compresseur à vitesse variable
- L'activité de stockage des produits finis est désormais externalisée
- Les flux internes ont été réétudiés ce qui a généré des modifications concernant le stockage dans les bâtiments. Les différentes zones de stockages ont donc été revues et réattribuées.
 - Les palettes en bois stockées à l'extérieur dans un hangar sont désormais stockées dans un bâtiment couvert F3.
 - Les matières premières emballages et organiques se trouvent dans le magasin S2/S3.
- Implantation d'un îlot de filmage et quais de chargement automatique
- Suite à la cessation d'activité sur Montdidier, transfert de certaines activités de Montdidier : nettoyage big-bags et ligne snacking.

Veuillez trouver ci-dessous le détail de ces changements ainsi que les impacts sur les évolutions réglementaires (ICPE). Vous trouverez également ci-joint un plan de masse avec les différentes attributions.

Date de mise en place	Nouvelles installations	Rubrique	Arrêté préfectoral du 22/04/10 actuel Régime E, D, DC, A...	Régime après ré-évaluation 2017	Arrêté type en vigueur	Commentaires
06/2017	Bâtiment extérieur : 2 ^{ème} centrale froid NH3 (120 kg) même fonctionnement que la 1 ^{ère} centrale installée et déclarée en 2015 (220 kg)	4735	Déclaration contrôlée >150Kg et <1.5T	Déclaration contrôlée Pas de changement >150Kg et <1.5T	Arrêté du 29/05/15	Attente du récépissé suite à la 1 ^{ère} déclaration de 2015 Même régime
11/2017	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés	1530	Déclaration Le volume susceptible d'être stocké est de 2160 m3 (hangar à palettes uniquement)	Non classé	/	Les emballages cartons, seront mélangés donc mis dans la rubrique 1510. La rubrique 1530 pourra être enlevée de l'arrêté préfectoral
11/2017	F3, S1/S2/S3, B3, D1 : Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	1510	Enregistrement Le volume des entrepôts étant > 50 000 m3 et < 300 000 m3 (volume déclaré : 180 776 m3)	1510-2 Enregistrement Pas de changement de régime.	Arrêt du 11/04/17	Matières stockées > 500 t Le volume des entrepôts F3, S1/S2/S3, B3, D1: 151 500 m3 (> ou égal à 50 000 m3 mais < 300 000 m3) Même régime
11/2017	F3 : Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues	1532	Cette rubrique n'existait pas car les palettes bois étaient stockées dans un hangar extérieur (voir rubrique 1510)	1532-3 Déclaration > 1 000 m3 mais < ou égal à 20 000 m3	Arrêté du 05/12/2016	Le volume susceptible d'être stocké en F3 : 1620 m3 (environ 5000 palettes) => Nouvelle rubrique soumis à Déclaration

Date de mise en place	Nouvelles installations	Rubrique	Arrêté préfectoral du 22/04/10 actuel Régime E, D, DC, A...	Régime après ré-évaluation 2017	Arrêté type en vigueur	Commentaires
11/2017	Stockage ou emploi de liquides de point éclair compris entre 60°C et 93°C...	1432 devenu 1436	La rubrique 1432 (non classé) a été supprimée Remplacée par la rubrique 1436 (Nouvelle rubrique)	1436 Non classé	/	Point éclair des matières inflammables stockées < 60°C ! Non classé
11/2017	Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères	2663	Cette rubrique n'existait pas. Les plastiques étaient intégrés dans la rubrique 1510	2663-1C Déclaration > ou égale à 200 m3 mais < à 2000 m3	Arrêtés du 14/01/00	1350 m3

De plus, nous souhaiterions que l'arrêté préfectoral puisse être modifié sur les 2 points suivants :

- **Paragraphe 10.1.2.2.3. Surveillance des eaux souterraines de l'arrêté Préfectoral du 22/04/10 :**

« La qualité des eaux souterraines est contrôlée par des piézomètres situés en aval hydraulique de chaque parcelle ou l'épandage est réalisé ».

Lors de la mise à jour de l'arrêté préfectoral en 2010, l'exigence de l'ancien arrêté n'a pas été reprise.
Dans l'arrêté préfectoral de 1996, il était noté « Un piézomètre sera mis en place **en aval hydraulique** du périmètre d'épandage » et nous répondons aujourd'hui à cette exigence.

Serait-il possible de reprendre cette exigence initiale car à ce jour nous n'avons qu'un seul piézomètre installé en aval hydraulique du périmètre d'épandage et non sur chaque parcelle où l'épandage est réalisé ?

- **Paragraphe 3.2.4 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques**

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

Concentrations instantanées en mg/Nm3	Conduit n°1	Conduit n°2
Poussières	5 mg/Nm3	5 mg/Nm3
SO2	35 mg/Nm3	35 mg/Nm3
NOx en équivalent NO2	100 mg/Nm3	100 mg/Nm3



Les dernières mesures sont conformes et répondent aux exigences de l'arrêté préfectoral à l'exception des mesures sur les Nox . Les valeurs sont $> 100\text{mg/Nm}^3 \Rightarrow 147 \text{ mg/Nm}^3$ et 155 mg/Nm^3 .

Selon les exigences de la nouvelle réglementation en vigueur (Directive N° 2015/2193 du 25/11/15 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes, nous répondons au seuil de cette nouvelle Directive.

Nos installations avaient été mises en service et déclarées avant le 1er janvier 1998, dont plus de 50% de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée, le seuil des Nox à respecter est 225 mg/Nm^3 . Nous souhaiterions que le seuil réglementaire des Nox soit modifié selon cette nouvelle Directive.

Nous réalisons de la maintenance préventive de nos chaudières et les derniers contrôles de rendement sont conformes aux exigences réglementaires en vigueur.

Concernant le site de Montdidier, celui-ci a été vendu le 19/12/17 (acte notarial).

Nous avons enregistré la notification de cessation d'activité le 08/12/17 dernier sur le site internet (service des démarches en ligne DICPE).

Vous souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, mes sincères salutations.

M. LEROY